



« ... Tout est possible à celui qui croit. » Mc 9, 23

APPEL URGENT AVRIL 2023 VIETNAM

Des Nouvelles de trois journalistes en danger

A eux trois, les journalistes de l'Association des journalistes indépendants du Viêt Nam (IJAVN), **Pham Chi Dung**, **Nguyen Tuong Thuy** et **Le Huu Minh Tuan**, ont écopé fin 2021 d'un total de 37 années de détention. **Pham Chi Dung** a été soigné en prison pour une infection de la gorge, avec saignements. Bien que **Nguyen Tuong Thuy** souffre toujours d'hypertension, les autorités pénitentiaires sont parvenues à stabiliser son état. Toutefois, son épouse a affirmé que ces mêmes autorités ne lui ont pas transmis à temps les documents indispensables pour faire appel de sa condamnation. Seul lui est parvenu un formulaire pour demande de clémence, qu'il a refusé de remplir. Le tribunal n'a pas donné suite à ses plaintes pour agressions le visant durant l'enquête. **Le Huu Minh Tuan** souffre de graves problèmes gastriques et d'urticaire. Il est détenu dans une petite cellule et n'est autorisé ni à se mouvoir à l'extérieur, ni à recevoir les médicaments que sa famille lui envoie. Heureusement, sa santé mentale est stable.

Les conditions de détention des trois journalistes violent plusieurs textes internationaux, dont la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ainsi que les règles Nelson Mandela (des directives des Nations unies afin de mettre en place des cadres minimums de conditions de détention dignes).

Un mensonge des autorités vietnamiennes

Conformément à la procédure onusienne, le gouvernement vietnamien a récemment soumis son quatrième rapport au Comité des droits de l'homme des Nations unies, responsable de la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) pour la période 2019-2022, un des piliers du

respect des droits humains dans le monde. Il protège notamment le droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion, la liberté d'expression, le droit de réunion pacifique... Le Viêt Nam l'a ratifié en 1982.

Dans le rapport, le gouvernement affirme que « garantir les libertés d'expression, de la presse et le droit à l'information pour tous et toutes est une pratique constante de l'État vietnamien [...] » et que « le Parti communiste protège et contrôle scrupuleusement les actions ou activités qui empiètent sur les droits à la liberté d'expression, de presse, et l'accès à l'information ». Les autorités affirment également : « La presse au Viêt Nam peut opérer librement... Elle n'est pas censurée avant impression, transmission ou diffusion, en accord avec l'article 13 de la loi sur la presse de 2016.

Or, force est de constater que ces déclarations sont contraires à la réalité et au quotidien des journalistes-citoyens et des journalistes indépendants vietnamiens. En effet, de nombreuses ONG- dont l'ACAT-France- ne cessent de souligner que le Viêt Nam est un pays-prison pour les journalistes qui ne peuvent librement exercer leurs activités. Le pays est d'ailleurs classé 174ème sur 180 au classement mondial de la liberté de la presse par Reporters Sans Frontières (RSF). 42 journalistes sont actuellement détenus de manière arbitraire par les autorités vietnamiennes. Dans leur rapport, les autorités vietnamiennes assurent que « les détentions prolongées sans procès, l'emprisonnement arbitraire, ou l'isolement cellulaire n'existent pas au Viêt Nam ». Des propos en contradiction avec la réalité : actuellement, plus de 160 prisonniers politiques (dont les trois journalistes de l'IJAVN) sont détenus arbitrairement dans le pays, pour avoir exercé pacifiquement leurs droits fondamentaux. Les affirmations des autorités vietnamiennes s'inspirent des discours tenus par la Chine, dont le fonctionnement a de tous temps influencé le Viêt Nam, notamment sur la question des droits humains. L'ACAT reste vigilante et mobilisée pour réfuter ces affirmations.

(ACAT France)

République démocratique socialiste (RDVN), parti unique, partie au PIDCP et à la convention contre la Torture de l'ONU. Président Võ Văn Thường

 330 967 km² 95.546.000 Hanoi /

Torture : Oui /Peine capitale pour 22 infractions !